



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le **Mercredi 17 juillet 2013** à 18h30 le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique dans la salle du 1<sup>er</sup> étage de la CCB, sous la présidence de **Monsieur Raymond CIRIO, Premier Adjoint.**

### CONVOCAATION

Date	10/07/2013
Affichage	10/07/2013

**Etaient Présents :** MUSSON Pascal, GUIGLI Catherine, MARCHELLO Marie, GUERIN Nicole, DJEFFAL Mohamed, NICOLOSO Alain, PONSART Marie-Hélène, PROREL Alain, PEYTHIEU Eric, CODURI Laetitia, FABRE Mireille, BOVETTO Fanny, DAVANTURE Bruno, FERRUS Christian, VALDENNAIRE Catherine, NUSSBAUM Richard, ROUBAUD Sabin.

### NOMBRE DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL

En Exercice	Présents	Procurations et Absents
33	18	15

### **Etaient Représentés :**

MARCADET Didier pouvoir à FROMM Gérard.  
JIMENEZ Claude pouvoir à PROREL Alain.  
BRUNET Pascale pouvoir à NICOLOSO Alain.  
JALADE Jacques pouvoir à GUERIN Nicole.  
RAPANOEL Séverine pouvoir à MARCHELLO Marie.  
ESTACHY Monique pouvoir à SEZANNE Philippe.  
SIMOND Stéphane pouvoir à FERRUS Christian.

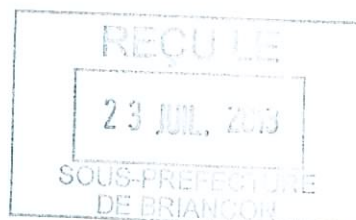
### **THEME :** URBANISME 3.

**OBJET :** CONVENTION DE  
SERVITUDE DE PASSAGE  
ENTRE LA COMMUNE ET  
EDSB - RESEAU  
ELECTRIQUE DE  
DISTRIBUTION PUBLIC - LE  
JOUGLARET.

### **Absents-Excusés :**

FROMM Gérard, DAERDEN Francine, DUFOUR Maurice,  
MARCADET Didier, PETELET Renée, POYAU Aurélie,  
JIMENEZ Claude, AIGUIER Yvon, BRUNET Pascale, JALADE  
Jacques, RAPANOEL Séverine, ESTACHY Monique, SIMOND  
Stéphane, ESCALLIER Karine, SEZANNE Philippe.

**Secrétaire de Séance :** DJEFFAL Mohamed.



Rapporteur : Raymond CIRIO.

L'EDSB a le projet de réaliser la dépose d'une ligne aérienne HTA située sur le secteur du Jouglaret pour poser un câble souterrain sur une longueur de 220 mètres ainsi qu'une borne de réseau sur les parcelles communales cadastrées AE n°61, et AD n°198 ainsi que sur une partie de l'avenue Georges Pompidou.

L'EDSB sollicite la commune pour la signature d'une convention de servitude de passage.

La convention établit que la commune a bien pris connaissance du tracé de l'alimentation souterraine permettant la pose de câbles et reconnaît à l'EDSB le droit de réaliser ces travaux sur les parcelles communales concernées.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant l'objectif du projet ci-dessus explicité,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou, en cas d'empêchement, un adjoint, à signer au nom et pour le compte de la commune, la convention de servitude de passage liée à la réalisation d'une canalisation souterraine sous les parcelles communales cadastrées AE n°61, et AD n°198, ainsi que toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Mesdames et Messieurs FROMM Gérard, DAERDEN Francine, DUFOUR Maurice, MARCADET Didier (*mandant FROMM Gérard*), PETELET Renée, POYAU Aurélie, AIGUIER Yvon, RAPANOEL Séverine (*mandant MARCHELLO Marie*), ESCALLIER Karine, SEZANNE Philippe (*mandataire ESTACHY Monique*) n'assistent pas à la séance déclarative du conseil municipal et ne prennent pas part au vote, en référence à l'article L2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales : « *Sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires* ».

POUR : 22

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Et les membres présents ont signé au registre après lecture.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME.

Le Maire,

  
Gérard FROMM

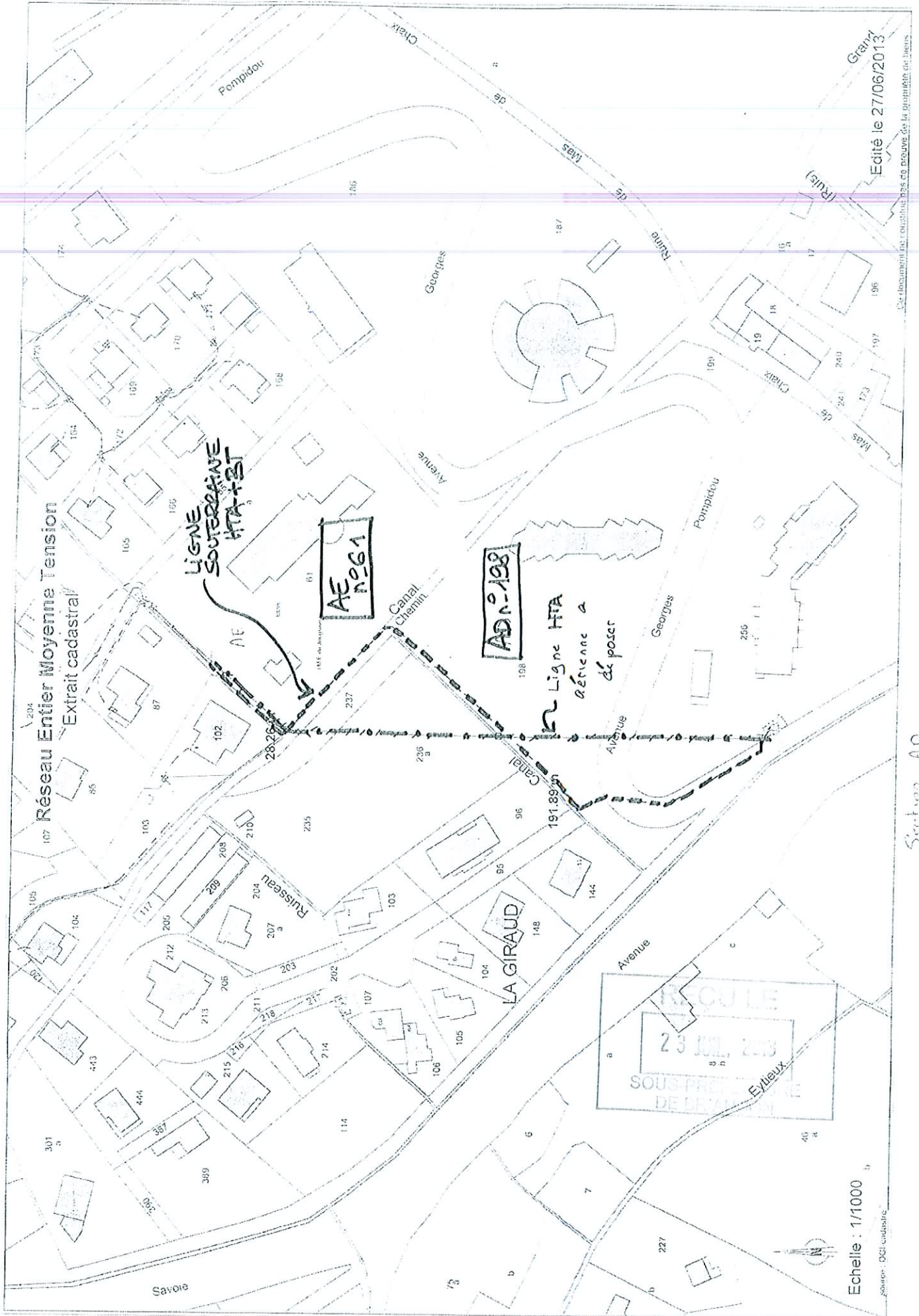


TRANSMIS LE 22 JUIL. 2013

PUBLIÉ LE 22 JUIL. 2013

NOTIFIÉ LE 24 JUIL. 2013

Section AE



Section AN

Echelle : 1/1000

Source : DGI cadastrie

Edité le 27/06/2013

Ce document est consultable en ligne sur le site de la propriété de biens



Département des HAUTES ALPES

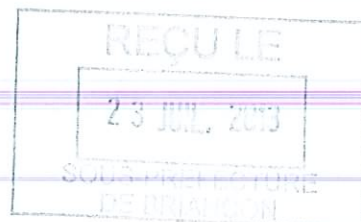
\*\*\*\*\*

# ENERGIE DEVELOPPEMENT SERVICES DU BRIANCONNAIS

**CONVENTION DE SERVITUDE**

**RESEAU ELECTRIQUE DE DISTRIBUTION  
PUBLIC**





**COMMUNE DE BRIANÇON**

**Objet des travaux : Pose câble HTA souterrain entre le poste « ARSPDP » et le câble HTA souterrain « Jouglaret » et câble BT entre les postes « ARSPDP » et « IME », pour déposer ligne aérienne HTA et transformateur sur poteau « IME »**

Entre les soussignés :

**ENERGIE DEVELOPPEMENT SERVICES DU BRIANÇONNAIS**  
**Représentée par son Directeur Mr PLATON Marc**  
**Et désignée ci-après par l'appellation « E.D.S.B. »**

D'une part, et

**Ville de BRIANÇON**  
**Représentée par Monsieur le Maire de Briançon, Gérard FROMM**

.....  
Agissant tant en son nom personnel que pour le compte de ses ayants droit et des futurs abonnés, désigné ci-après par l'appellation "le propriétaire"

Origine de la propriété : .....

D'autre part.

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

Le propriétaire déclare que la parcelle ci-après désignée (sauf erreur ou omission du plan cadastral) lui appartient.

COMMUNE	SECTION	NUMERO	LIEU-DIT
BRIANÇON	AD	198	AV G POMPIDOU
BRIANÇON	AE	61	JOUGLARET



(1) Désigner l'ouvrage électrique et indiquer la tension.

Le propriétaire déclare en outre, conformément au décret n° 70-492 du 11 juin 1970, que la (les) parcelle(s) ci-dessus désignée(s), est (sont) (2) actuellement :

- exploitée par lui-même (2),

- exploitée par M.....néant.....

Habitant à .....néant.....(2)

- non exploitée (2)

Les parties, vu les droits conférés pour l'établissement des ouvrages de transport et de distribution d'électricité, tant par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 que par l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 et le décret n° 70-492 du 11 juin 1970, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu l'article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925, et à titre de reconnaissance de ces droits sont convenues de ce qui suit :

### ARTICLE 1

- Après avoir pris connaissance du tracé de l'ouvrage électrique désigné si dessus sur la (les) parcelles(s) ci-dessus désignée(s), le propriétaire reconnaît à E.D.S.B., maître de l'ouvrage de distribution d'électricité qu'elle se propose d'établir et d'exploiter, les droits suivants :

~~1° Etablir à demeure une lampe d'éclairage public sur la façade de votre bâtiment parcelle .... ainsi que le câble d'alimentation et le boîtier de protection.~~

~~2° Faire passer les conducteurs aériens au dessus de la (les) dite(s) parcelle(s) sur une longueur totale d'environ ..... Mètres(2)~~

~~3° Implantation ..... support.... pour conducteurs aériens, dont les dimensions approximatives au sol (fondations comprises) sont respectivement de (2):~~

~~...néant.....+.....mètres pour .....support... : .....~~

~~...néant.....+.....mètres pour .....support... : .....~~

~~...néant.....+.....mètres pour .....support... : .....~~

~~...néant.....~~

~~4° Y établir à demeure une canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ 220 Mètres parcelle (2) voir plan ci joint~~

~~5° Poser d'une borne de réseau en limite de la parcelle AE61 (2)~~

~~6° Couper les arbres et branches d'arbres qui se trouvant à proximité de l'emplacement des conducteurs aériens, gênant leur pose ou pourraient ultérieurement par leur mouvement ou leur chute, occasionner des court circuits ou des avaries aux ouvrages (2)~~

(2) Rayer les mentions inutiles



Par voie de conséquence, E.D.S.B. pourra faire pénétrer sur les dites parcelles ses agents ou ceux de ses entrepreneurs dûment accrédités, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis.

## ARTICLE 2

- Eu égard à la nature et à l'objet des travaux à réaliser, ainsi qu'à leur mode très particulier de financement aucune indemnité n'est versée par E.D.S.B.

La présente convention reconnaît au propriétaire le droit d'être indemnisé des dégâts qui pourraient être causés à l'occasion de la construction, de la surveillance, de l'entretien et de la réparation des ouvrages. S'il y a lieu, ces dégâts feront l'objet d'une estimation fixée à l'amiable ou, à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

Les dégâts seront à la charge d'E.D.S.B. ou de ses entrepreneurs dans le cas où ils sont causés par la construction de l'ouvrage, de sa surveillance, de son entretien ou de sa réparation.

## ARTICLE 3

- Si le propriétaire se propose soit de bâtir, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra fait connaître à E.D.S.B. par lettre recommandée la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous éléments d'appréciation.

Si les ouvrages établis sur la (les) parcelles(s) ne doivent pas se trouver à une distance réglementaire de la construction projetée, E.D.S.B. sera tenue de les modifier ou de les déplacer. cette modification ou de déplacement auront lieu à ses frais. cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

Si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement des ouvrages, exécuté les travaux projetés, E.D.S.B. sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

## ARTICLE 4

- Le propriétaire ou le cas échéant, tout autre exploitant, sera dégagé de toute responsabilité à l'égard d'E.D.S.B. pour les dommages qui viendraient

À être causés de son fait à la ligne faisant l'objet de la présente convention, à l'exclusion de ceux résultant d'un acte de malveillance de sa part.

En outre, si l'atteinte portée à l'ouvrage résulte d'une cause autre qu'un acte de malveillance de sa part et si des dommages sont ainsi causés à des tiers, E.D.S.B. garantit le propriétaire ou



éventuellement tout autre exploitant contre toute action aux fins d'indemnité qui pourrait être engagée par ces tiers.

**ARTICLE 5**

- En vertu du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 et de l'article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925 la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droits, que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906.

Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle supportant l'ouvrage, notamment en cas de transfert de propriété.

Le Tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui de la situation de la (des) parcelle(s).

**ARTICLE 6**

- E.D.S.B. déclare qu'elle entend stipuler dans le présent acte, en ce qui concerne l'établissement, le fonctionnement et l'exploitation de l'ouvrage électrique faisant l'objet de la présente convention.

**ARTICLE 7**

- La présente convention prend effet à dater de ce jour et est conclue pour la durée de l'ouvrage dont il est question à l'Article 1. ci-dessus ou de toute autre ouvrage qui pourrait lui être substituée sur l'emprise de l'ouvrage existant, ou, le cas échéant, avec une emprise moindre.

**ARTICLE 8**

- La présente convention est exemptée du timbre et pourra être enregistrée gratis en application des dispositions de l'Article 1045 II 3° du Code Général des Impôts.

**ARTICLE 9**

- La présente convention pourra, après signature par les parties, être authentifiée aux frais d'en l'étude de :

**Maître .....**  
.....  
.....

Suite de la demande qui en sera faite par l'une des parties pour être publiée à la conservation des hypothèques.





Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise EDSB à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Fait en trois exemplaires,

A ..... le .....

A .... le .....

**(1) LE PROPRIETAIRE**  
(L'aménageur, le constructeur ou le  
Lotisseur)

**(1)**

**(1)** Faire précéder la signature de la mention manuscrite “ *Lu et Approuvé* ”